

MAIRIE DE BANGUI



*_*_*_*_*

Présentation de Mme Yacinthe WODOBODE Maire de Bangui

Je voudrai tout d’abord exprimer mes profonds regrets après les pillages dont les bureaux locaux de l’OIM et autres ONG ont été victimes tout récemment lors de la résurgence des violences le 26 Septembre à Bangui.

Mon pays est confronté à la migration forcée des populations centrafricaines et migrantes qui ont jusque-là vécues en bonne intelligence. Certains y ont vu une crise des religions. Je voudrais ici réaffirmer haut et fort que la RCA ne développe aucune doctrine ou idéologie de rejet sur une base philosophique, sociale, culturelle, politique ou confessionnelle.

La crise Centrafricaine est belle et bien une crise de pauvreté et politique pour tous les observateurs avisés, en dépit des dérapages entre les communautés.

Nous admettons tous que la migration ou les migrations peuvent engendrer beaucoup de difficultés pour la gestion des Mairies ou des Etats lorsque ce phénomène n’est pas anticipé ou compris.

La notion d’Etat est un phénomène récent en Centrafrique, pays ayant accédé à l’indépendance politique en 1960 et sujet à une crise grave depuis 2012. Cet Etat n’a pas encore consolidé ses bases institutionnelles et administratives, éléments indispensables pour asseoir une stratégie d’accueil des migrations comme enjeux de croissance de la population, de l’amélioration des structures d’accueil ou encore de la sécurité et de la paix dans les villes.

Vous réalisez avec moi, qu’en m’appuyant sur le cas de la ville de Bangui, Je voudrais exprimer et témoigner de toutes nos difficultés en tant que Responsable local à faire face aux attentes des migrations qui arrivent dans la cite mais aussi aux inquiétudes des populations autochtones qui sont tout aussi importantes à considérer.

La question du vivre ensemble lorsque cette migration se développe en dehors du contrôle étatique ou lorsque cette migration contribue à la prédation économique par pillage des ressources minières, pillages des recettes de l'Etat, pillage des biens publics et privés, accompagnés de graves violations des droits de l'homme et de la sécurité intérieure.

Comment aider dans ces conditions l'Etat lui-même à recouvrer ses prérogatives lesquelles sont en mesure de protéger tout le monde, populations locales et migrantes compris ?

A la question « quelle gouvernance de la migration comme l'un des volets de la gouvernance de la ville ? » Je ne saurais répondre correctement car tout Maire que je suis, je ne connais pas de manière scientifique, tous les contours de la migration dans la ville de Bangui. Trois raisons essentielles l'expliquent.

- 1. La migration massive est récente, accentuée par le fait de l'effondrement des frontières depuis moins de 10 ans, prélude à la guerre civile larvée en cours,**
- 2. Le contexte de conflit militarisé qui ne permet pas à l'Etat ou à la ville de Bangui de connaître la composition de la population vivant sur son territoire,**
- 3. La perte des valeurs traditionnelles morales ayant pour conséquences la non sauvegarde du patrimoine familial bradé à des individus extérieurs à la communauté et qui déséquilibre les rapports entre les individus longtemps basés sur la confiance et le partage d'un même passé.**

La ville de Bangui en tant qu'entité de vie et société d'espoir pour la population est ainsi placée dans l'impossibilité d'agir sur la question de l'accueil d'urgence, ou de l'accueil durable.

Comme début de solution, Il nous faut observer scientifiquement le phénomène migratoire puis penser l'urbanisation de la ville de Bangui mais aussi des autres villes de province en n'omettant pas la question de la place et du rôle des migrants dans le développement économique et social.

Par conséquent, pour ma part, à partir de l'expérience que j'ai présentée ici, il sera intéressant de retenir une démarche, celle dans un premier temps de mener une étude sur la migration dans les villes en crise comme la ville de Bangui afin de disposer de statistiques opérationnelles à l'appui des politiques publiques d'accueil et de régulation que nous voulons conduire.

Pour cela, les villes ont besoin de renforcer rapidement leur capacité, leur expertise avec des compétences polyvalentes qu'elles n'ont pas toujours et en particulier dans les pays pauvres en conflit tels la RCA. Il est tout aussi important, de bénéficier de l'appui multiforme de l'OIM que des partenaires des villes et du développement dans ce chantier que nous ne pourrons réussir seul

Nous comptons sur la contribution de tous pour inscrire la question des villes en crise face à l'accueil des migrants au cœur du dialogue du monde sur l'accueil des migrants et le vivre ensemble demain dans des villes apaisées, sécurisées et développées pour le bien-être commun.

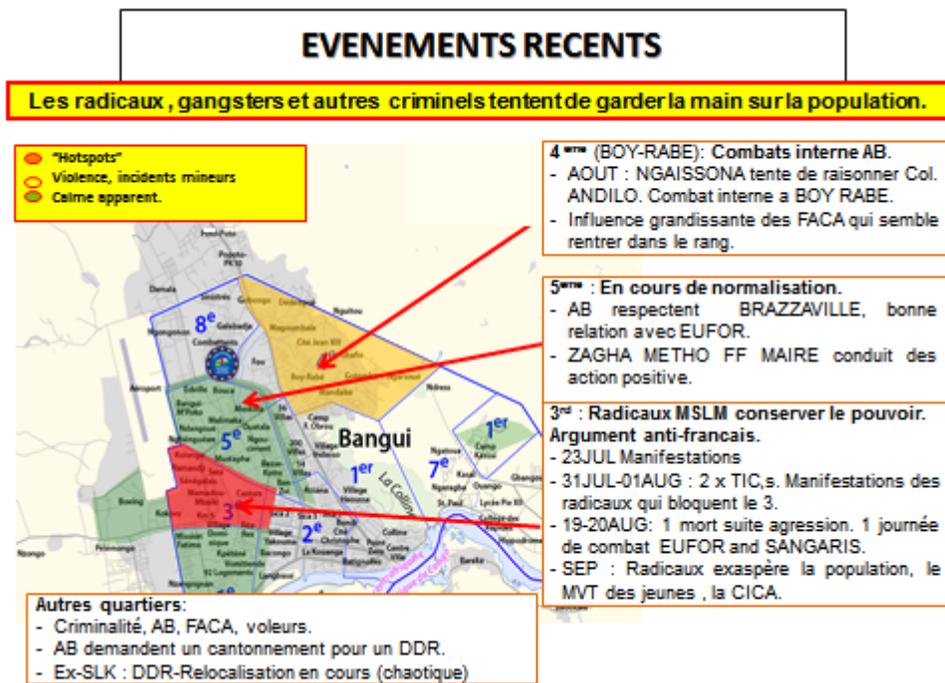
Pour conclure, permettez-moi de revenir sur ce aspect précis de notre partage : La précarité, conséquence au phénomène de pauvreté ambiante est le lot de presque toutes les couches de la société à Bangui ; avec un accent particulier chez les personnes déplacées internes qui sont plus confrontées aux problèmes de stress, d'alimentation, de logement, d'hygiène, de soins de santé et même d'accès à l'éducation et à la formation.

Les besoins les plus urgents actuellement pour venir en aide à ces personnes sinistrées et en détresse sont :

- **L'aide alimentaire sur les sites des déplacés**
- **L'appui à l'assainissement dans les huit arrondissements de Bangui**
- **L'appui à la construction d'habitation à caractère social dans la commune de Bangui**
- **L'exhumation des corps enterrés à la hâte dans les quartiers ou jetés dans les puits**

- L'accès aux services sociaux de base dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'eau potable et de l'assainissement de leur environnement de vie
- L'appui institutionnel aux mairies de l'arrière-pays en termes de réhabilitation des infrastructures, des services d'état civil...

Je vous remercie pour votre aimable attention.



Positions et attitudes des mouvements armes.

